

15.4 Entreprises publiques

Fin 2008, l'État contrôle majoritairement, directement ou indirectement, 867 sociétés qui emploient 793 200 salariés. Par rapport à l'année 2007, l'emploi des sociétés contrôlées par l'État a baissé de 3,3 % alors que le nombre d'entreprises a légèrement progressé. En France, les sociétés publiques emploient près de 3,5 % de l'effectif salarié total. Mais l'État est également présent, de façon minoritaire, dans le capital d'environ 400 autres sociétés. L'État ne contrôle directement que 92 entreprises, dites de premier rang, en détenant directement plus de la moitié de leur capital. Deux entreprises de premier rang ont quitté le secteur public en 2008 suite aux **privatisations** de Gaz de France et de Développement des agro-industries du Sud. Ces privatisations sont compensées, en partie, par l'entrée de plusieurs entreprises privées dans le secteur public, via la SNCF notamment.

Les effectifs des **entreprises publiques** restent fortement concentrés. Les dix premières entreprises, en termes d'effectifs, rassemblent, à elles seules, plus de 75 % de l'ensemble des salariés. Au 31 décembre 2008, les trois plus importantes, La Poste, la SNCF et EDF, et leurs 467 filiales, totalisent 578 400 emplois, soit près des trois quarts de l'ensemble des entreprises publiques.

Le secteur public est de moins en moins présent dans l'industrie. Au total, moins de deux salariés sur dix des entreprises publiques travaillent dans ce secteur. En 2008, le désen-

gagement de l'État touche un nouveau secteur d'activité industrielle avec la privatisation de Gaz de France. Le secteur des industries extractives, de l'énergie, de l'eau, de la gestion des déchets et de la dépollution perd de l'influence parmi les entreprises publiques. En effet, fin 2008, seulement une trentaine d'entreprises restent détenues par l'État. Électricité de France et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) demeurent les deux groupes importants de ce secteur et emploient 109 300 salariés.

Le secteur tertiaire concentre près de 80 % des effectifs de l'ensemble des entreprises publiques. Dans ce secteur, la présence de l'État reste forte, tout particulièrement dans les transports où l'on compte près de quatre-vingt-dix entreprises en plus. Fin 2008, les entreprises publiques du secteur des transports et de l'entreposage emploient plus de 509 000 salariés, loin devant le secteur des activités scientifiques et techniques, des services administratifs et de soutien qui emploient près de 55 000 salariés. L'acquisition de la totalité du capital de Geodis par la SNCF induit une hausse de 12 000 salariés dans ce secteur. *A contrario*, des transferts ont lieu du secteur public vers le secteur privé au sein du groupe La Poste qui a vendu sa filiale Europe Airpost.

Dans la liste des entreprises privatisables de 1993, seule la Caisse Centrale de Réassurance reste sous la tutelle de l'État en 2008. ■

Définitions

Entreprise publique : entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété ou de la participation financière, en disposant soit de la majorité du capital, soit de la majorité des voix attachées aux parts émises.

Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État (RECME) : créé par un décret du 22 octobre 1984, il est géré par l'Insee. Une entreprise est inscrite au répertoire dès lors que l'État détient, directement ou par l'intermédiaire d'autres entreprises contrôlées, la majorité du capital ou des droits de vote dans les instances délibérantes.

Nationalisation, privatisation, respiration, nomenclature économique de synthèse : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'État au 31 décembre 2008 », *Insee Résultats Économie* n° 45, novembre 2009.
- « L'État actionnaire », *rapport 2009*, Agence des participations de l'État, septembre 2009.
- « Les comptes des administrations publiques en 2008 », *Insee Première* n° 1237, mai 2009.
- « Images économiques des entreprises et des groupes au 1^{er} janvier 2007 », *Insee Résultats Économie* n° 42, avril 2009.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Entreprises publiques selon l'activité économique fin 2008

Activité économique (nomenclature agrégée - NA 2008)	Nombre d'entreprises ¹	Effectifs salariés ¹ en milliers	Principaux groupes présents dans le secteur
Agriculture	n.s.	10,0	Office national des forêts
Industrie	98	151,7	
dont : fabrication de machines et d'équipements électriques ²	73	6,6	CEA
fabrication de matériels de transport	7	12,1	DCNS
fabrication d'autres produits industriels	43	23,1	Imprimerie nationale, CEA
ind. extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	34	109,9	EDF, CEA
Construction	21	0,8	
Tertiaire	724	630,7	
Commerce, réparation d'automobiles et motocycles	15	2,3	
Transports et entreposage	199	509,1	SNCF, RATP, ADP, Ports autonomes, La Poste, CGMF
Hébergement et restauration	2	2,5	
Information et communication	64	19,8	
Activités financières et d'assurance	126	18,7	Banque de France
Activités immobilières	113	2,7	
Activités scientifiques et techniques, serv. administratifs et de soutien	165	54,8	
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	23	13,0	
Autres activités de services	17	7,8	
Total	867	793,2	

1. Données provisoires.

2. Y compris fabrication d'équipements électroniques et informatiques.

Source : Insee, Recme.

Mouvements des entreprises publiques en 2008

	Nombre d'entreprises	Effectifs salariés
Entreprises présentes au 31.12.2007	850	819 900
Entreprises pérennes	656	- 7 100
+ Entreprises entrantes en 2008	+ 211	+ 17 400
- Entreprises sortantes en 2008	- 194	- 37 000
Entreprises présentes au 31.12.2008¹	867	793 200

1. Données provisoires pour 2008.

Source : Insee, Recme.

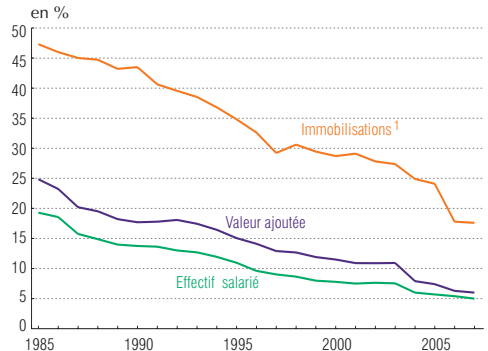
Principales entreprises publiques selon le chiffre d'affaires en 2008

	Chiffre d'affaires en millions d'euros	Résultat net ¹ en millions d'euros	Effectifs ² en milliers
1 GDF-SUEZ	83 053	7 413	234,7
2 EDF	64 279	3 535	155,9
3 France Télécom ³	53 488	4 492	182,8
4 EADS	43 265	1 597	118,3
5 SNCF	25 188	593	201,3
6 Groupe La Poste	20 829	535	295,7
7 Areva ⁴	13 160	498	75,4
8 Thales	12 665	560	63,2
9 Safran	10 281	194	53,3
10 RATP	4 317	143	46,4
11 Réseau Ferré de France	3 099	n.s.	0,9
12 France Télévisions	2 778	- 78	10,9
13 Aéroports de Paris (ADP)	2 527	273	11,8
14 DCNS	2 522	131	12,6
15 La Française des Jeux	1 095	117	1,3
16 Grands ports maritimes ⁵	745	117	5,5
17 Groupe SNPE	640	22	3,7
18 Radio France	577	4	4,5
19 GIAT-Industries Nexter	576	123	3,2
20 Aéroports de province ⁶	446	45	1,5

1. Compte consolidé. 2. En moyenne annuelle. 3. Effectifs en équivalent temps plein (ETP). 4. Effectif en fin de période. 5. Bordeaux, Dunkerque, Le Havre, Marseille, Nantes Saint-Nazaire, Paris, La Rochelle et Rouen. 6. Bordeaux-Mérignac, aéroports de la Côte d'Azur, aéroports de Lyon, Toulouse-Bagnac.

Source : Agence des participations de l'État.

Poids du secteur public dans l'économie

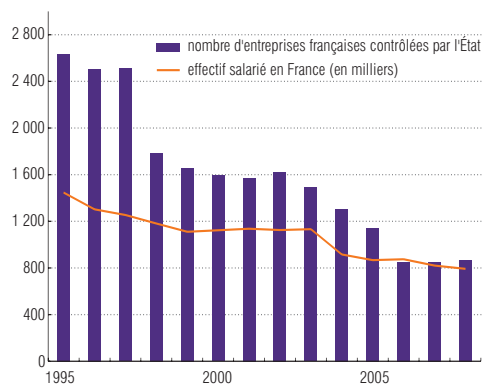


1. Essentiellement les bâtiments et les machines.

Champ : hors entreprises agricoles et financières.

Source : Insee, Recme, Suse.

Entreprises contrôlées majoritairement par l'État



Source : Insee, Recme.